

Τις του ΠΡΟΕΔΡΟΥ

Μου έχη
ζητήσει να
ταί τ'α
επιβλέπω
για το αρχείο.

Γαρυαλλία.

Ταρουαρίδα
το μεσογειακό, στα
αρχαία ελληνικά

Sauvons l'Union méditerranéenne

Le projet de Nicolas Sarkozy est contesté à Bruxelles. Il est pourtant essentiel de le faire progresser

Il faut sauver le projet d'Union méditerranéenne. Au sein de l'Union européenne, malgré le soutien de l'Italie et de l'Espagne, ce projet doit faire face aux fortes réticences de la Commission et surtout de l'Allemagne – elle-même soutenue en silence par d'autres Etats membres comme la Grande-Bretagne, trop heureux de ne pas avoir à s'exposer. Au sud de la Méditerranée, après s'être d'abord montrés intéressés, nos partenaires ne cachent plus leurs interrogations sur ce projet. Dès lors, il y a un risque que le sommet de Paris, les 13 et 14 juillet, ne débouche sur rien qui soit à la hauteur des enjeux.

Ceux qui se réjouissent par avance des difficultés rencontrées par le président de la République ont tort, car, au-delà des clivages partisans, plus que jamais le besoin

Hervé de Charette

Député de Maine-et-Loire, ancien ministre des affaires étrangères

de resserrer les liens entre les deux rives de la Méditerranée se fait sentir. Les promesses non tenues du processus de Barcelone, que j'avais eu le privilège de lancer avec nos partenaires européens et méditerranéens en 1995, l'abcès de fixation en Israël et en Palestine, les errements de la politique américaine : tout cela crée comme un climat de choc de civilisations qu'il faut conjurer sans attendre.

Cette relance du processus euro-méditerranéen ne peut se faire exclusivement dans le cadre du processus de Barcelone, comme essaient de nous en convaincre la

Commission et l'Allemagne. Ce serait oublier que ce processus est, hélas, au point mort. Pour une raison simple : le manque de volonté politique de l'Europe, dont le centre de gravité s'est déplacé vers l'Est depuis le début des années 1990 avec la grande et nécessaire aventure de l'élargissement. Pendant ce temps-là, nous nous sommes détournés de notre Sud : entre 2000 et 2006, l'UE a alloué environ 5 milliards d'euros au Sud et 50 milliards à l'Est.

Or il serait erroné de croire qu'une fois l'élargissement dépassé, nous braquerons de nouveau nos projecteurs vers la Méditerranée. Ce n'est en effet un secret pour personne qu'avec l'élargissement à vingt-sept, les pays pour qui la Méditerranée représente un enjeu stratégique sont désormais très minoritaires. D'ailleurs, la Commission inscrit désormais son action dans le cadre de la politique de voisinage qui, s'étendant de

la Biélorussie au Maroc, ne prend pas en compte la spécificité de nos relations avec le sud de la Méditerranée. Dès lors, l'intuition de Nicolas Sarkozy de relancer le processus autour des pays du Sud européen intéressés car riverains (France, Italie, Espagne, Portugal) et du Sud méditerranéen est salutaire et féconde. Toutefois, si l'idée est bonne, il faut s'employer à la rendre acceptable par nos partenaires, sans quoi rien ne peut se faire. Pour cela, deux pistes complémentaires doivent être ouvertes.

D'abord, pour couper court à toute critique au sein de l'Union européenne, il faut abandonner la dénomination d'Union méditerranéenne au profit de celle de « Conseil de la Méditerranée ». Ce changement sémantique est surtout tactique, car il s'agit de s'inspirer du précédent créé par le Conseil des Etats de la mer Baltique. Ce Conseil, dont la création remonte à 1992, comprend les onze Etats riverains de la Baltique, dont l'Allemagne et la Russie, ainsi que la Commission européenne. D'autres Etats comme la France et le Royaume-Uni y ont le statut d'observateur. Le Conseil dispose d'un secrétariat permanent situé à Stockholm, et ses compétences couvrent un éventail large et diversifié : dialogue politique, énergie, transports, sûreté nucléaire, éducation, coopération douanière, etc. Cette organisation de coopération est assez peu connue, mais elle est l'exemple incontestable de ce qu'il est possible de faire en complète harmonie avec l'Union européenne sans que personne n'y trouve à redire.

Entre 2000 et 2006, l'UE a alloué environ 5 milliards d'euros au Sud et 50 milliards à l'Est

Il faut donc s'orienter vers la création d'un Conseil de la Méditerranée calqué sur le modèle baltique. Pour autant, deuxième piste, il ne faut pas abandonner le processus de Barcelone, mais au contraire le relancer. Il s'agit en effet d'associer la capacité d'impulsion des pays riverains réunis au sein du Conseil de la Méditerranée à la capacité d'action de l'UE (budget, commerce, coopération scientifique et technique, etc.), qui peut s'exprimer au sein du processus de Barcelone.

Ainsi, plutôt que de concevoir le projet de Nicolas Sarkozy et le processus de Barcelone sur le mode de la rivalité, ce qui conduirait à coup sûr à l'échec, il faut plutôt penser à des poupées russes. L'impulsion politique et la formulation des projets concrets seraient du ressort du Conseil de la Méditerranée, leur mise en œuvre concrète et leur ouverture aux autres partenaires intéressés se feraient dans le cadre de l'UE et du processus de Barcelone.

Ainsi repensé, le projet devra enfin éviter un autre écueil qui explique aussi l'échec du processus de Barcelone, qui était devenu le lieu où les Européens donnaient des leçons et dictaient leurs conditions, donnant ainsi aux pays du Sud le sentiment, peut-être exagéré mais compréhensible, d'un retour aux traités inégaux. L'idée même d'un Conseil de la Méditerranée, qui sous-entend l'égalité de ses membres, devrait contribuer de manière décisive à ne pas retomber dans ces travers. Rapprocher les deux rives de la Méditerranée est une question existentielle pour l'influence de la France et de l'Europe dans le monde. Il ne faut donc pas hésiter à faire preuve de souplesse sur la forme pour préserver l'essence du projet de M. Sarkozy. ■

RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

François-Henri Pinault. La citation qui titrait l'entretien avec François-Henri Pinault (*Le Monde* du 28 février) était erronée. La citation exacte, présente dans l'interview, était : « Il est évident que cette année, la croissance sera moins forte qu'en 2007 », et non « la croissance de PPR », comme titré par erreur.